

Comité National de Suivi pluri-fonds



Ouverture de la session Intervention des co-Présidents du CNS et des représentants de la Commission européenne

Approbation du procès- verbal du CNS du 7 octobre 2015

Préfiguration de la clôture des programmes 2007-2013

PO FEDER 2007-2013 : éléments financiers

Programmation au 31/12/2015

Un niveau de programmation à hauteur de 103 %
1861 projets programmés depuis 2007
Un montant FEDER mobilisé de 1 042,4 M €

Certification au 31/12/2015

Un niveau de certification brut à 102 %, qui devrait s'établir à 101% après application des écrêtements règlementaires par axe prévus à la clôture

Un montant certifié de 1 030,7 M €

Axe 1 : 181,89 M€ certifiés soit 114%

Axe 2 : 128,6 M€ certifiés soit 100%

Axe 3 : 555,6 M€ certifiés soit 107%

Axe 4 : 163,1 M€ certifiés soit 79%

PO FEDER 2007-2013 : réalisations

Axe 1	<ul style="list-style-type: none">✓ Investissements pour enseignement sup., collèges, lycées et centres de formation✓ Pôle sanitaire de l'Est✓ Infrastructures d'accueil pour personnes âgées ou porteuses de handicap✓ Equipements culturels
Axe 2	<ul style="list-style-type: none">✓ 117 projets de recherche soutenus✓ 86 coopérations entreprises / laboratoires✓ 277 soutiens direct à l'investissement d'entreprises✓ Création de 507 chambres supplémentaires
Axe 3	<ul style="list-style-type: none">✓ 522 000 habitants concernés par les projets d'assainissement✓ 33,5 km de routes nouvelles✓ 205 opérations dans le secteur des énergies renouvelables✓ 22 sites touristiques publics aménagés
Axe 4	<ul style="list-style-type: none">✓ Projets d'infrastructures : port et aéroport, sécurisation du réseau routier✓ Dispositif de soutien au fret intrant / extrant

PO FSE 2007-2013 : éléments financiers

Programmation au 31/12/2015

Un niveau de programmation à hauteur de 117 %
900 projets programmés depuis 2007
Un montant FSE mobilisé de 622 M €

Certification au 31/12/2015

Un niveau de certification à 99 %
Un montant certifié de 530 M €
Axe 1 : 209 M€ certifiés soit 107 %
Axe 2 : 321 M€ certifiés soit 95 %

PO FSE 2007-2013 : principales réalisations

- | | |
|-------|---|
| Axe 1 | <ul style="list-style-type: none">✓ 119 formations en accompagnement des secteurs en développement (BTP lié aux grands chantiers, tourisme, technologies numériques ...) – <i>30 M€ de FSE</i>✓ 58 formations en réponse aux besoins en compétences des secteurs sanitaire et social – <i>53 M€ de FSE</i>✓ 52 projets de formation innovants accompagnés✓ Un investissement en ingénierie pour l'anticipation des enjeux à venir✓ Une coordination permanente de l'information sur les métiers et la formation professionnelle✓ Plus de 40 000 départs en mobilité éducative et professionnelle – <i>86 M€ de FSE</i> |
| Axe 2 | <ul style="list-style-type: none">✓ Un dispositif permanent de soutien à la création d'entreprises et d'activités✓ Un dispositif permanent de chantiers d'insertion dans le domaine de l'environnement✓ 38 actions de prévention du décrochage scolaire✓ Le développement de l'apprentissage à travers la création de CFA , l'augmentation et la diversification de l'offre de formation – <i>86 M€ de FSE</i>✓ Le dispositif permanent des formations du RSMA pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi✓ Le dispositif permanent de Formation professionnelle des adultes✓ 31 opérations de lutte contre l'illettrisme sur l'ensemble de l'île✓ Un dispositif permanent de Validation des Acquis et de l'Expérience |

PDRR 2007-2013 : éléments financiers

Programmation au 31/12/2015

Un niveau de programmation à hauteur de 103 %

Un montant FEADER mobilisé de 339,25 M €

Certification au 31/12/2015

Un niveau de paiements à 94 %

Un montant payé de 309,401 M €

Axe 1 : 210,868 M€ payés soit 94 %

Axe 2 : 63,204 M€ payés soit 97 %

Axe 3 : 18,630 M€ payés soit 89%

Axe 4 : 15,691 M€ payés soit 85 %

PDRR 2007-2013 : exemples de réalisations

Axe 1	<ul style="list-style-type: none">✓ 7593 ha de cannes plantées pour 4825 planteurs✓ 211 jeunes agriculteurs aidés et 325 bénéficiaires des prêts bonifiés✓ 2080 ha travaillés au titre de l'amélioration foncière✓ 87 millions d'euros de dépenses publiques sur le développement des périmètres hydro-agricoles✓ Achèvement des antennes du projet ILO
Axe 2	<ul style="list-style-type: none">✓ 47,69 millions d'euros de dépenses publiques au titre de l'ICHN✓ 1884 exploitations bénéficiant des MAE✓ 16 474 ha de surfaces aidées au titre des MAE✓ 2530 ha de surfaces préservées
Axe 3	<ul style="list-style-type: none">✓ 19 km de routes forestières à vocation touristiques créées ou améliorés✓ 2,1 millions d'euros de dépenses publiques pour création/amélioration de structures d'hébergements
Axe 4	<ul style="list-style-type: none">✓ 13 gîtes publics réhabilités✓ 32 aménagements touristiques réalisés dans les Hauts✓ 194 bénéficiaires de l'aide au soutien au développement économique

Éléments issus de la réunion technique

Points de discussion	Précisions apportées / recommandations
<p>-Préoccupation de la Commission concernant la sous-réalisation du PDRR.</p> <p>-Questionnement sur les causes de cette sous-réalisation et sur l'engagement des bénéficiaires à aller au bout de leurs projets.</p> <p>- Nécessité pour la Commission que les enseignements soient tirés de cette sous-réalisation pour 2014-2020.</p>	<p>- Le ministère de l'Outre-mer souligne le travail important réalisé par la Réunion pour limiter les crédits non-utilisés. Il est indiqué qu'un travail introspectif est mené pour identifier les causes des sous-réalisations dans les DOM. Il est indiqué qu'une coopération entre les DOM est importante pour une meilleure efficacité de mise en œuvre.</p> <p>- Le ministère de l'Agriculture nuance cette sous-consommation. Certaines sous-réalisations se retrouvent également sur le PDRH par exemple sur l'axe 3. Le Ministère a rappelé l'appui apporté aux AG et aux Services Instructeurs sur la mise en œuvre des PDR 2014-2020.</p> <p>- Le CESER rappelle le contexte de crise économique qui a ralenti les investissements du secteur agricole.</p>

FEP 2007-2013 : éléments financiers

Programmation au 31/12/2015

Un niveau de programmation à hauteur de 110 % par rapport à la maquette finale de 11,035 M€

Un montant FEP mobilisé de 12,153 M €

276 opérations programmées

Certification au 31/12/2015

Un niveau de certification à 93 %

Un montant certifié et payé de 10,26 M €

Axe 1 (adaptation de la flotte) : 0,91 M€ certifiés, soit 93 %

Axe 2 (aquaculture, transf/com.) : 1,25 M€ certifiés, soit 89 %

Axe 3 (intérêt commun) : 7,832 M€ certifiés, soit 94 %

240 opérations réalisées

FEP 2007-2013 : réalisations

Axe 1	<ul style="list-style-type: none">✓ 138 navires modernisés (130 de moins de 12 m)✓ Aide à l'installation de jeunes pêcheurs
Axe 2	<ul style="list-style-type: none">✓ 15 créations ou agrandissements de points de vente✓ Construction et modernisation de 9 unités de transformation, conditionnement✓ 5 opérations en faveur de l'aquaculture : spiruline, huitre
Axe 3	<ul style="list-style-type: none">✓ 4 opérations de communication et de promotion des produits de la pêche✓ Investissements bord à quai (GPMDLR, amélioration et sécurisation des sites de débarquement)✓ Programmes d'action annuels de l'ARDA, du CRPEM✓ Opérations d'études, d'expertises, d'évaluations

Eléments issus de la réunion technique

Volet régionalisé du PON FEAMP 2014-2020

- La question du droit de regard des autorités locales sur les dossiers locaux relevant de mesures gérées au niveau national a été posée par le CESER
- Le CRPMEM :
 - Déploire l'absence de l'autorité de gestion nationale du PO FEAMP
 - Déploire le retard considérable de mise en œuvre des programmes, aucun dossier n'ayant été traité depuis octobre 2013, suite à la décision de la DPMA d'arrêter la programmation 2007-2013 à fin 2013
 - Renouvelle sa demande d'une présentation du PO FEAMP
- Une information des professionnels pourra être effectuée après le lancement des mesures Feamp au niveau national en juin 2016 (Assises de la pêche)

PO CT 2007-2013 – éléments financiers

Programmation au 31/12/2015

Un niveau de programmation à hauteur de 112 %

Un montant FEDER mobilisé de 39,6 M€

175 opérations programmées

67 bénéficiaires

Une centaine de partenaires dans la zone OI

Certification au 31/12/2015

Un niveau de certification à 98 %

Un montant certifié de 34,47 M €

Axe 1 : 16,9 M€ certifiés soit 100%

Axe 2 : 6,9 M€ certifiés soit 96%

Axe 3 : 10,7 M€ certifiés soit 95%

PO CT 2007-2013 – principales réalisations

Approche géographique

- Une coopération dirigée vers les îles de la COI
 - 81 % des projets en partenariat avec les îles voisines
 - 80 % (43%) de ces opérations en lien avec Madagascar (Maurice)
 - 35 % des projets en lien avec l'ensemble des pays membres de la COI
- Hors état membre de la COI, 3 pays plébiscités :
 - 43 % des projets en partenariat avec l'Afrique du Sud (28%)
 - 20 % en lien avec l'Inde (15 %)
 - 11 % en lien avec le Mozambique

Eléments issus de la réunion technique

Observations de la Commission	Précisions apportées par l'autorité de gestion
<p>S'agissant de la certification, la Commission adresse ses félicitations à l'autorité de gestion en rappelant l'excellente gestion ; le programme n'ayant fait l'objet d'aucune interruption de paiement</p> <p>S'agissant des réalisations, la Commission insiste sur la double réussite de La Réunion sur l'articulation FED/FEDER à travers, d'une part, les projets soutenus et d'autre part, la note de travail DG REGIO/ DG DEVCO, largement inspirée de l'expérience réunionnaise</p> <p>S'agissant de l'approche géographique, la Commission s'interroge sur la non acceptation, à ce stade, de l'Afrique du Sud, de participer au PO 2014-2020. Le CESER encourage la poursuite des coopérations au-delà de la COI en invitant à la vigilance sur l'évolution politique des pays de la zone, au regard des expériences du POCT</p>	<p>L'autorité de gestion prend acte des propos de la Commission et rappelle que le taux d'erreur est inférieur à 1% sur cette période. Elle indique que le pilotage du PO a été renforcé et qu'une organisation nouvelle a été mise en place pour la période 2014-2020</p> <p>L'AG précise, que sur la période 2014-2020, les relations avec la COI vont être renforcées pour la mise en œuvre des projets conjoints FED/FEDER</p> <p>L'AG indique que les efforts se poursuivent pour obtenir l'accord de l'Afrique du Sud, qui constitue un partenaire commercial important de La Réunion, en lien avec les représentations diplomatiques et les délégations de l'UE</p>

Point sur les évaluations des programmes 2007- 2013

Evaluation des mesures en tournant stratégique

Principales conclusions sur les 3 axes de la stratégie intégrée plurifonds :

Compétitivité humaine	<ul style="list-style-type: none"> • Une véritable augmentation des compétences et de la qualification des réunionnais grâce aux fonds européens • Une position dominante de la recherche dans la région
Compétitivité économique	<ul style="list-style-type: none"> • Un développement inégal des secteurs stratégiques (fort pour les TIC, partiel pour le tourisme, concentré sur la recherche et l'innovation pour l'agronutrition) • Un véritable développement des infrastructures d'échange leur permettant de rester dans la course • Une ouverture balbutiante des entreprises à l'international
Compétitivité du territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Une structuration insuffisante de l'armature urbaine de l'île • Des réponses partielles aux questions d'eau, de déchets et d'assainissement • Des besoins majeurs pour améliorer l'autonomie énergétique de l'île

Compétitivité humaine

Focus sur l'augmentation de la qualification

- **Une qualification en hausse depuis 1999** : les jeunes sans diplôme représentent 36% des 16-29 ans en 2011 vs 54% en 1999
- **Contribution des fonds européens, en particulier du FSE :**
 - 137 M€ dans la formation : 1-01 (grands chantiers et secteurs d'avenir TIC/tourisme); 1-08 (social) ; 1-11 (sanitaire) en particulier
 - 65 M€ dans la mobilité des jeunes pour les études
 - VAE pour les adultes

Compétitivité économique

Focus sur le développement des secteurs stratégiques (Tourisme, TIC)

Contribution des fonds européens, en particulier du FEDER

- Sur 2 enjeux majeurs pour le tourisme :
 - Renforcement de l'offre de qualité (hôtel, restauration, activités) par la mesure 2-08
 - Accroissement et diversification de la clientèle extérieure par la mesure 2-09 (promotion de l'IRT)

- Sur l'accès généralisé et l'utilisation des TIC dans l'île par :
 - la réalisation du réseau G@zelle (mesure 4-09)
 - le développement des services à la population (mesure 2-14)
 - l'accroissement de l'offre de services aux entreprises (mesure 2-13)
 - la digitalisation en cours des entreprises (mesure 2-12)

Compétitivité économique

Focus sur l'ouverture des entreprises à l'international

Contribution des fonds européens, en particulier du FEDER coopération :

- Renforcement de la visibilité et de l'attractivité de la Réunion et accompagnement de l'internationalisation de l'économie réunionnaise :
 - Consolidation et création d'antennes à Madagascar et Maurice (mesure 2-07)
 - Renforcement des coopérations bilatérales, développement durable et solidarités internationales (mesures 2-02 et 2-10)
 - Rapprochement entre les acteurs économiques (séminaires, conférences) et actions d'accompagnement (expertise, conseil, suivi) via la mesure 2-01

Compétitivité du territoire

Focus sur évolution de l'armature urbaine et environnement

Contribution des fonds européens, en particulier du FEDER convergence :

- Structuration et modernisation de l'armature urbaine de l'île : 66 M€ de fonds européens en contrepartie des engagements des communes et de la Région
- Assainissement : 86,8 M€ de fonds européens pour le financement des STEP

Evaluation des actions de communication

Principales conclusions :

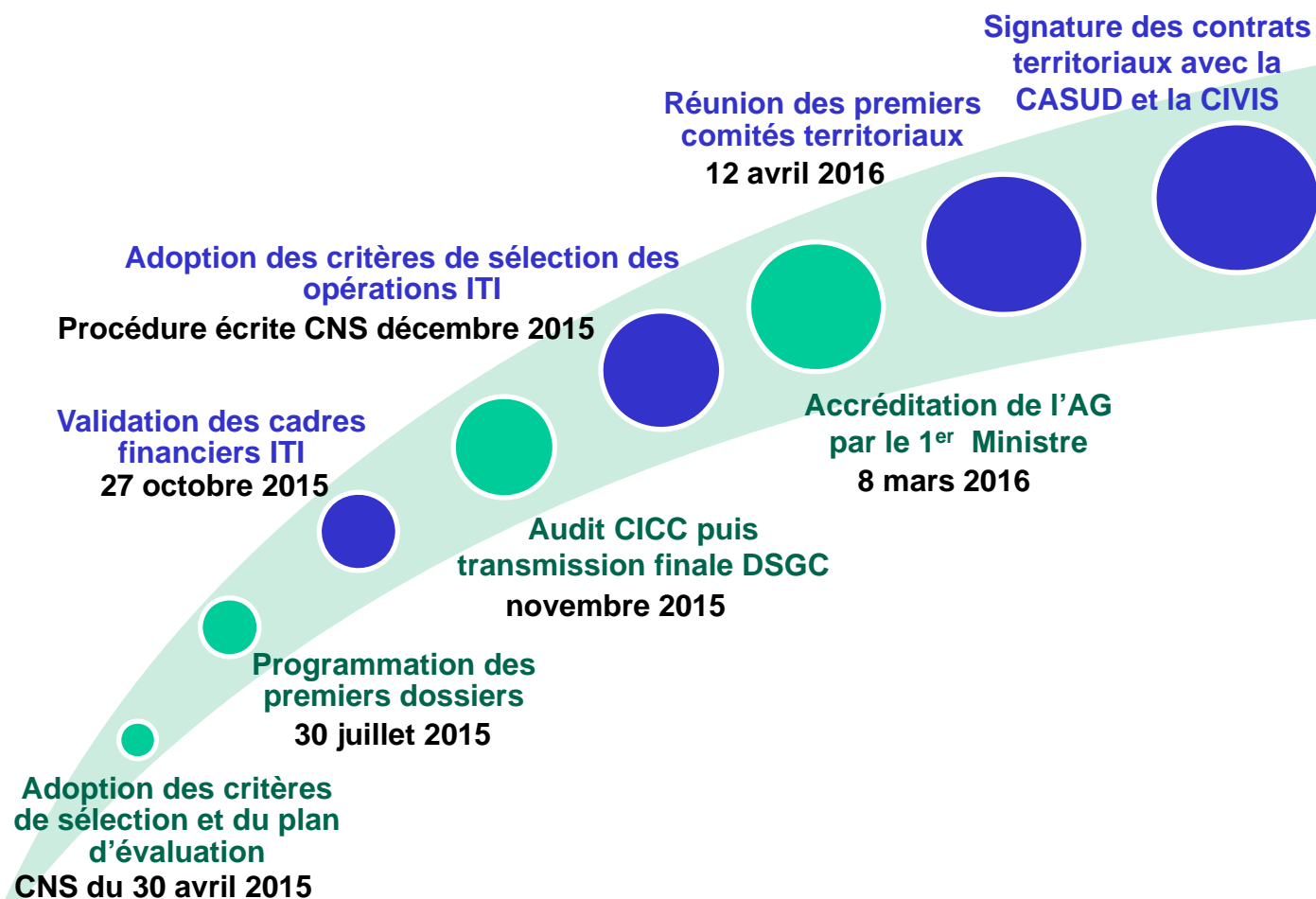
- Une bonne réalisation des actions de communication prévues au titre du plan
- Des obligations réglementaires respectées
- Des outils adaptés : un plan plurifonds, facteur de lisibilité des actions de communication et des moyens dédiés
- Un bon niveau d'information générale et détaillée sur l'intervention de l'UE à la Réunion : 80% des sondés savent que l'UE a financé des projets à La Réunion

L'UE bénéficie, à La Réunion, d'une notoriété largement supérieure à celle enregistrée en moyenne en France

Programmes 2014-2020

PO FEDER

Mise en œuvre depuis 2015



Données financières au 31/03/2016

AXE PRIORITAIRE	MAQUETTE UE	UE PROGRAMME	NOMBRE D'OPERATIONS SELECTIONNEES
1	136 924 000	4 685 144	14
2	69 964 000	207 840	1
3	133 135 184	14 065 319	65
4	135 780 000	58 728	4
5	157 450 000	850 442	2
6	166 960 000	2 058 840	1
7	115 958 000	13 951 654	2
8 (RUP)	190 284 816	0	0
9	24 000 061	86 202	2
TOTAL GENERAL	1 130 456 061	35 964 169	91

Etat de la programmation au 31/03/2016

La programmation s'est déroulée sur 4 mois de juin à octobre 2015 et a repris en février 2016 en raison des élections régionales

Programmation au 31/12/2015 :

77 opérations pour un montant FEDER de 17,8M€ et un montant total de 32,5 M€

Programmation au 31/03/2016 :

91 opérations pour un montant FEDER de 35,9 M€ et un montant total de 62,9 M€

Prévisions de programmation à fin 2016

**Une prévision de programmation de 234,6 M€ de FEDER à fin 2016
Soit en montant cumulé : 270,6 M€ (24% de la maquette FEDER)**

- Economie/Tourisme : 54 M€
- Education/Services à la population : 17 M€
- Infrastructure Développement Durable/Energie : 129 M€
- RDI et TIC : 29 M€
- Assistance technique : 5,6 M€

Éléments issus de la réunion technique (1/3)

	Observations de la Commission	Précisions apportées par l'autorité de gestion
Etat d'avancement du programme	<p>La Commission félicite l'autorité de gestion pour son accréditation</p> <p>S'agissant des ITI, la Commission souligne que, dans le cadre de la délégation, l'autorité de gestion doit s'assurer qu'il existe bien une stratégie urbaine intégrée et une méthode interne de sélection</p> <p>La Commission indique que des objectifs globaux de programmation de 25% sont suggérés pour fin 2016, par anticipation des échéances de 2017</p>	<p>Ces éléments sont intégrés dans le cadre du contrat territorial et l'audit des procédures réalisé par l'autorité de gestion</p> <p>L'objectif de l'autorité de gestion est une programmation de 24% du montant du programme à fin 2016</p>

Éléments issus de la réunion technique (2/3)

	Observations de la Commission	Précisions apportées par l'autorité de gestion
Conditions ex ante	<p>La Commission note l'évolution positive des plans d'action des CEA</p> <p>S'agissant de la CEA sur l'eau, elle indique que la lettre d'adoption de la CEA est à la signature</p> <p>Concernant les CEA sur les transports et les déchets, la Commission a bon espoir quelles soient adoptées rapidement</p> <p>S'agissant de la CEA sur l'enseignement supérieur, la Commission partage l'inquiétude de l'AG sur les délais d'approbation de la STRANES au niveau national. Elle indique qu'en cas de délais importants, une solution pourrait être de transmettre le rapport STRANES en l'état à la Commission</p>	<p>L'Autorité de gestion précise que pour la CEA sur les transports, les éléments (SRIT validé + évaluation env.) ont été transmis à la Commission le 15 avril</p>

Éléments issus de la réunion technique (3/3)

	Observations de la Commission	Précisions apportées par l'autorité de gestion
Grands projets	<p>La Commission souligne que l'éventuel abandon du projet SWAC aurait des impacts potentiels sur le cadre de performance et sur le dégagement d'office. Ceux-ci pourraient être modulés à travers une procédure réglementaire de révision du PO ; démarche pour laquelle l'autorité de gestion devrait néanmoins mesurer toutes les implications.</p>	<p>Le projet de ZAC de Pierrefonds reste inchangé. Néanmoins, compte tenu de l'évolution réglementaire, les expertises menées indiquent que le seuil des grands projets, soit 50 M€, ne sera pas atteint. Son retrait de la liste formelle des grands projets est proposée au CNS sans impact sur le contenu du projet.</p> <p>S'agissant du projet SWAC, les conclusions de l'expertise demandée par le SIDE0 sont attendues pour le 2nd semestre par l'AG. Sur ces bases, une nouvelle soumission du grand projet (date à préciser) ou un retrait de la liste des grands projets sera envisagé.</p> <p>L'AG adressera une demande de concours à Jaspers pour la préparation de l'ensemble des grands projets</p>

Approbation des critères de sélection

Critères de sélection

Nouveaux critères de sélection	<p>3 actions concernées :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ « production d'eau chaude sanitaire en faveur de personnes en difficultés économiques ou sociales à partir d'énergie solaire (chauffe-eau solaire) » (Axe 4)▪ « rénovation thermique des bâtiments publics » (Axe 4)• « Création d'une offre d'hébergement public exemplaire de montagne » (Axe 3)
Modifications de critères de sélection	<p>Modifications indiquées dans le rapport du CNS et détaillées en réunion technique :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Fiches 1.01, 1.02, 1.03, 1.04, 1.05, 1.09, 1.10, 1.11, 1.15 (Axe 1)▪ Fiches 3.02 et 3.09 (Axe 3)

Éléments issus de la réunion technique

Observations de la Commission	Précisions apportées par l'autorité de gestion
<p>La Commission souhaiterait que le mode de sélection des projets soit précisé pour chacune des actions dont les critères sont présentés pour approbation</p>	<p>L'Autorité de Gestion précise que les demandes sont réceptionnées au fil de l'eau ; la promotion des dispositifs étant régulièrement assurée dans la presse. Il est également prévu de lancer des appels à manifestation d'intérêt pour certains dispositifs, notamment de l'axe 1.</p> <p>Ainsi, pour les projets de recherche, l'Autorité de Gestion fait valoir que le recours à l'appel à manifestation d'intérêt accélèrera le délais et permettra d'échanger avec les porteurs pour un meilleur accompagnement. La notation sera maintenue.</p>

Modifications techniques des indicateurs

Modifications techniques des indicateurs

Indicateurs concernés	Propositions de modifications
CO 34 – Diminution annuelle estimée de émissions de gaz à effet de serre	Nouvelle valeur cible proposée : 58 000 teq CO2 (au lieu de 198 500 teq CO2 proposé dans le PO FEDER) Comme indiqué en réunion technique, le mode de calcul de cette valeur sera transmis à la Commission
CO 13 - Longueur totale de nouvelles routes construites	Modification du cadre de performance de l'axe 6 : valeur de 5 en 2018 pour l'indicateur qualitatif « nombre de marchés signés pour les travaux en mer de la NRL »

PO FSE

Opérations programmées au 31/12/2015

Axe	Nb opérations	Type d'opération	Nb de participants prévus
1	6 3 1	Formations initiales métiers agricoles Plan anglais (formations et site internet) Ingénierie	11 106
2	9 3	Accompagnement à la création d'entreprises GPEC, formation des actifs	2 367 1 871
3	3 1 5	PLIE Accompagnement de publics en difficultés Actions en faveur de l'égalité, mixité	1 144
	31		16 488

Avancement de la programmation au 31/12/15

Axe	Coût total éligible	Soutien du FSE	Nb opérations prog.
1	3 171 774 €	2 537 419 €	10
2	4 608 842 €	3 162 219 €	12
3	2 856 902 €	2 285 523 €	9
Total	10 637 520 €	7 985 162 €	31

Avancement de la programmation au 31/12/15

Une réalisation financière en apparence limitée en raison :

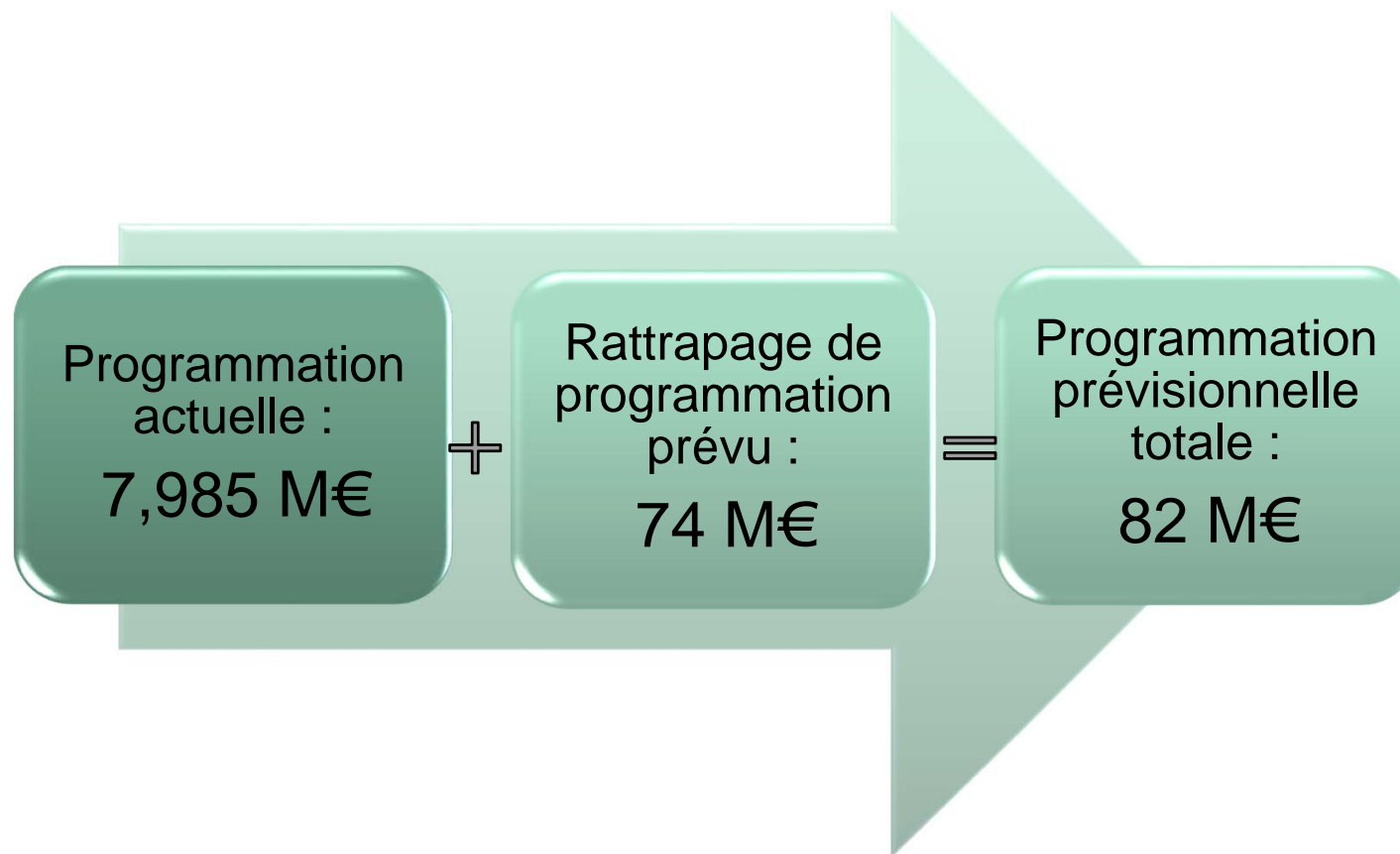
- d'un démarrage du programme décalé
- des contingences administratives et techniques liées à une volonté de dématérialisation (pour répondre aux exigences européennes) des procédures et des transmissions de documents

mais ...

- une situation qui sera actualisée par le rattrapage de la programmation de nombreuses opérations relevant l'exercice 2015 dans le courant de l'année 2016

Avancement de la programmation au 31/12/15

Prévisions de programmation complémentaire au titre de 2015



Dispositions de gestion

Finalisation imminente du DSGC

- envoi prévu fin avril début mai

Un plan de formation pour une gestion performante

- coûts simplifiés, gestion d'un dossier instruction, CSF, évaluation, outil dématérialisé ...

Une assistance technique qui se déploie en 2016

- des recrutements en cours
- mise en œuvre des adaptations locales de l'outil « *Ma Démarche FSE* » en lien avec la DGEFP

La volonté de développer les options de coûts simplifiés

- Un fort recours aux options de coûts simplifiés
- Quelques limites à la généralisation de ces options

Stratégie de communication

Etapes	Suivi (délais)
Stratégie de communication présentée en CNS (à faire évoluer des observations de la Commission)	Oct 2015
Mise en place d'une cellule « <i>Animation et Pilotage</i> » avec une Identification d'un référent « <i>communication</i> » du POE FSE 2014-2020,	Mars 2016
Sélection d'un prestataire de conseil et accompagnement en achats marchés publics (AMO)	Mai – Sept 2016
Mise à jour de la Stratégie de communication du PO FSE 2014-2020 (suite aux recommandations de la Commission) pour présentation au prochain CNS 2016	Oct 2016
Démarrage de la prestation de communication	Février 2017

Eléments issus de la réunion technique

Points de discussion	Précisions apportées / recommandations
<p>Les indicateurs de réalisation et de résultat du PO FSE 2007-2013 ne sont pas encore fiabilisés.</p>	<p>Les travaux de fiabilisation sont prévus en 2016 et seront retracés dans le document de clôture.</p>
<p>L'évaluation des mesures en tournant stratégique souligne une hausse significative du nombre de jeunes diplômés à la Réunion. La Commission demande s'il s'est possible de mesurer la contribution du FSE à cette hausse.</p>	<p>Il est indiqué que l'action du FSE contribue à ce résultat. Cependant, la mesure précise de sa contribution n'est pas prévue dans le cadre de l'évaluation.</p>
<p>Le taux de programmation cumulé semble faible en apparence (8M€). En réalité, environ 50 opérations représentant 74 M€ pour l'exercice 2015 n'ont pu être programmées pour des raisons techniques liées à l'adaptation de l'outil de dématérialisation « Ma démarche FSE ».</p>	<p>La Commission recommande un objectif de programmation de 25 % du programme à fin 2016 et de préparer un plan annuel de prévision de programmation. Il est indiqué que ce taux sera approché en additionnant les opérations 2015 non programmées et celles de 2016.</p>

Eléments issus de la réunion technique

Points de discussion	Précisions apportées / recommandations
L'autorité de gestion prévoit la transmission à la CICC du Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle d'ici fin avril-début mai 2016.	La Commission rappelle la nécessité de transmettre au plus vite le DSGC à la CICC. L'autorité de gestion ne pourra faire d'appel de fonds sans accréditation.
La stratégie de communication du programme n'est pas encore finalisée.	L'autorité de gestion présente un calendrier de finalisation de cette stratégie qui sera présentée au prochain CNS.
Certains critères de sélection spécifiques de quelques fiches-action nécessitent d'être révisés.	Ces critères seront révisés d'ici le prochain CNS.
Les indicateurs seront disponibles dès la livraison des outils d'extraction de « <i>Ma Démarche FSE</i> ».	La Commission rappelle la nécessité d'activer dès le début un système fiabilisé de pilotage par les résultats. Elle recommande la saisie des données relatives aux participants au fil de l'eau.

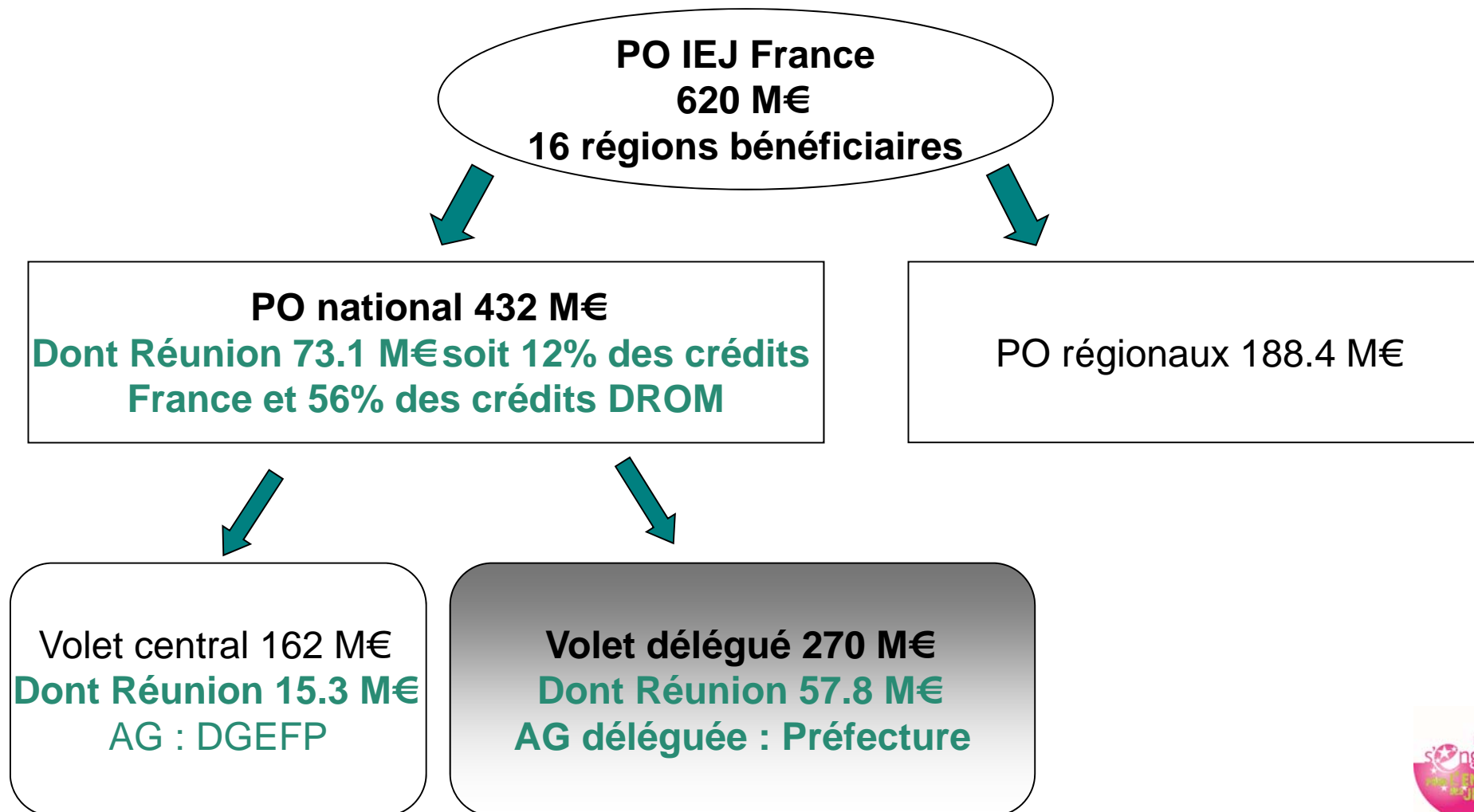
Éléments issus de la réunion technique

Points de discussion	Précisions apportées / recommandations
<p>Les indicateurs présentés dans le rapport d'avancement 2016 sont des prévisions.</p>	<p>La Commission recommande de mettre en place une analyse parallèle de l'avancement des indicateurs de réalisation et des indicateurs financiers afin de détecter d'éventuelles anomalies et de procéder aux ajustements nécessaires dès le début de la programmation.</p> <p>Des contrôles de qualité doivent être prévus pour vérifier la complétude et la qualité des indicateurs saisis.</p>

Volet régional

PO National IEJ 2014-2015

ARCHITECTURE DU PROGRAMME (RAPPEL)



PROGRAMMATION DELEGUEE : CHIFFRES CLE



Importante mobilisation pour une programmation entre décembre 2014 et décembre 2015

40 opérations en cours de réalisation ⇒

Cible : 18 806 NEET

3^{ème} région en nb
d'opérations
programmées et
en taux de
programmation

63.8 M€ programmés soit 110 % des crédits FSE/IEJ
(71% au plan national en mars 2016)



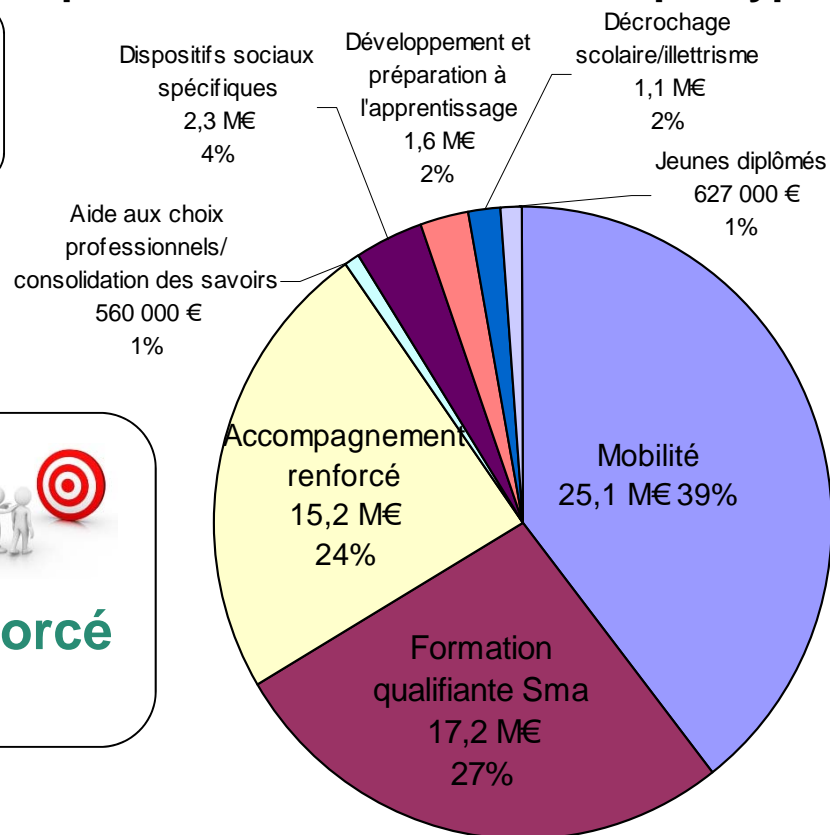
En moyenne 3670 € dédiés par NEET (montant UE+CPN)



PROGRAMMATION DELEGUEE : STRUCTURATION

Répartition des crédits FSE/IEJ par type d'opération

**Choix de la
sécurisation**



Large place à



l'accompagnement renforcé

**Certification
prévue :
29% en mai
2016**



Éléments issus de la réunion technique

Points de discussion	Précisions apportées / recommandations
<p>Il est prévu de certifier un tiers du volet délégué en mai 2016 (opération RSMA, 16.6 M€).</p>	<p>La Commission recommande d'accélérer au maximum les certifications sur le programme.</p>
<p>La Commission rappelle que l'IEJ a pour vocation de rechercher un effet levier des dispositifs de l'emploi au bénéfice d'un plus grand nombre de jeunes (additionnalité de l'aide). Elle demande si l'effet volume recherché par le soutien au RSMA et à la mobilité est déjà mesurable au niveau du PO IEJ Réunion.</p>	<p>L'AG indique que le soutien de l'IEJ permet d'amplifier et d'améliorer l'accompagnement des jeunes à travers ces dispositifs. Pour autant, l'effet volume potentiel provoqué par le nouveau programme IEJ nécessite d'être mesuré de manière précise.</p>

PDRR 2014-2020

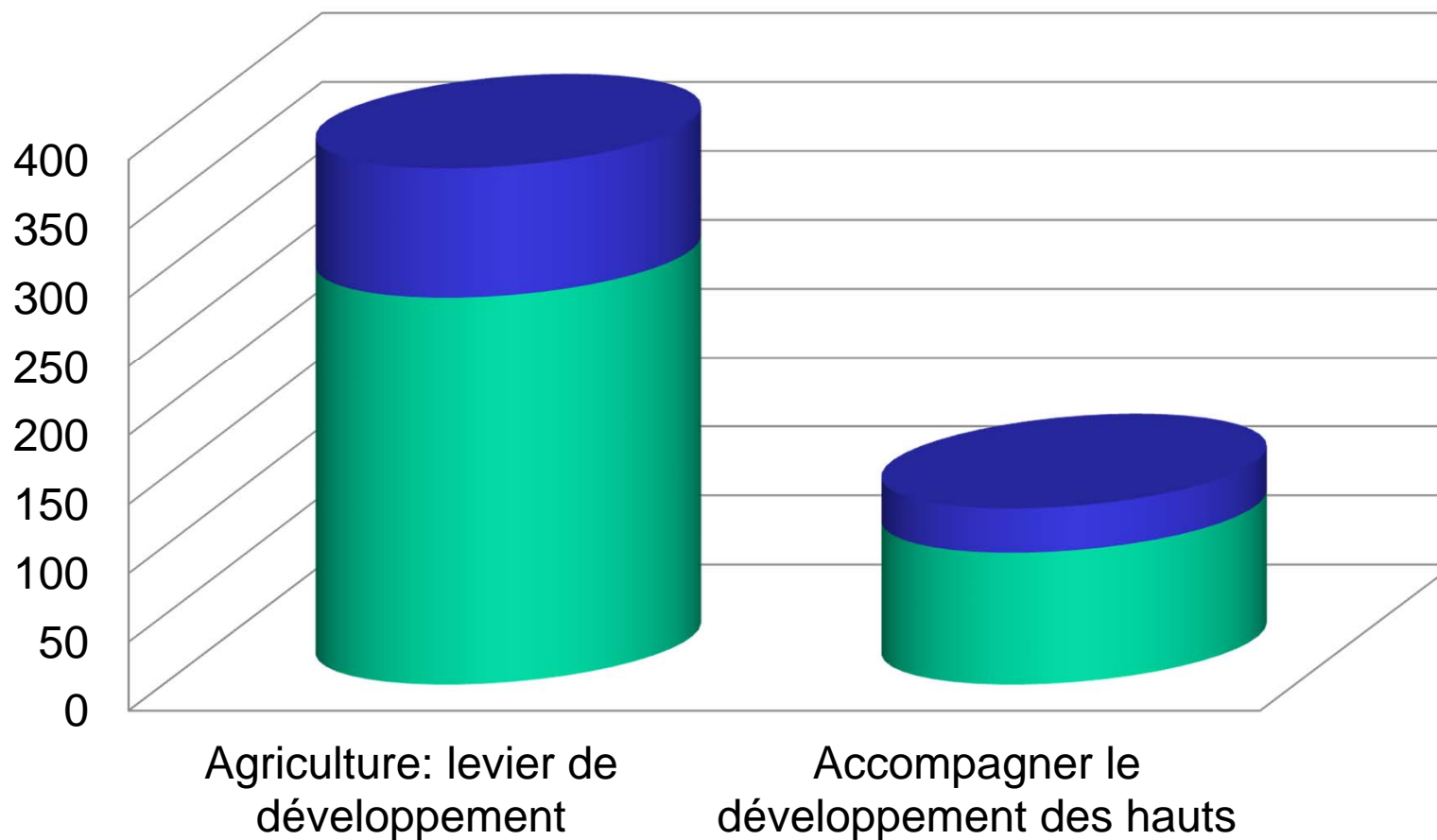
SOMMAIRE

- I. Un outil pour le développement du monde agricole et rural réunionnais
- II. Les cadres d'intervention des dispositifs d'aide
- III. La programmation des demandes d'aide
- IV. Le plan annuel de communication : 2015/2016
- V- Réunion technique FEADER

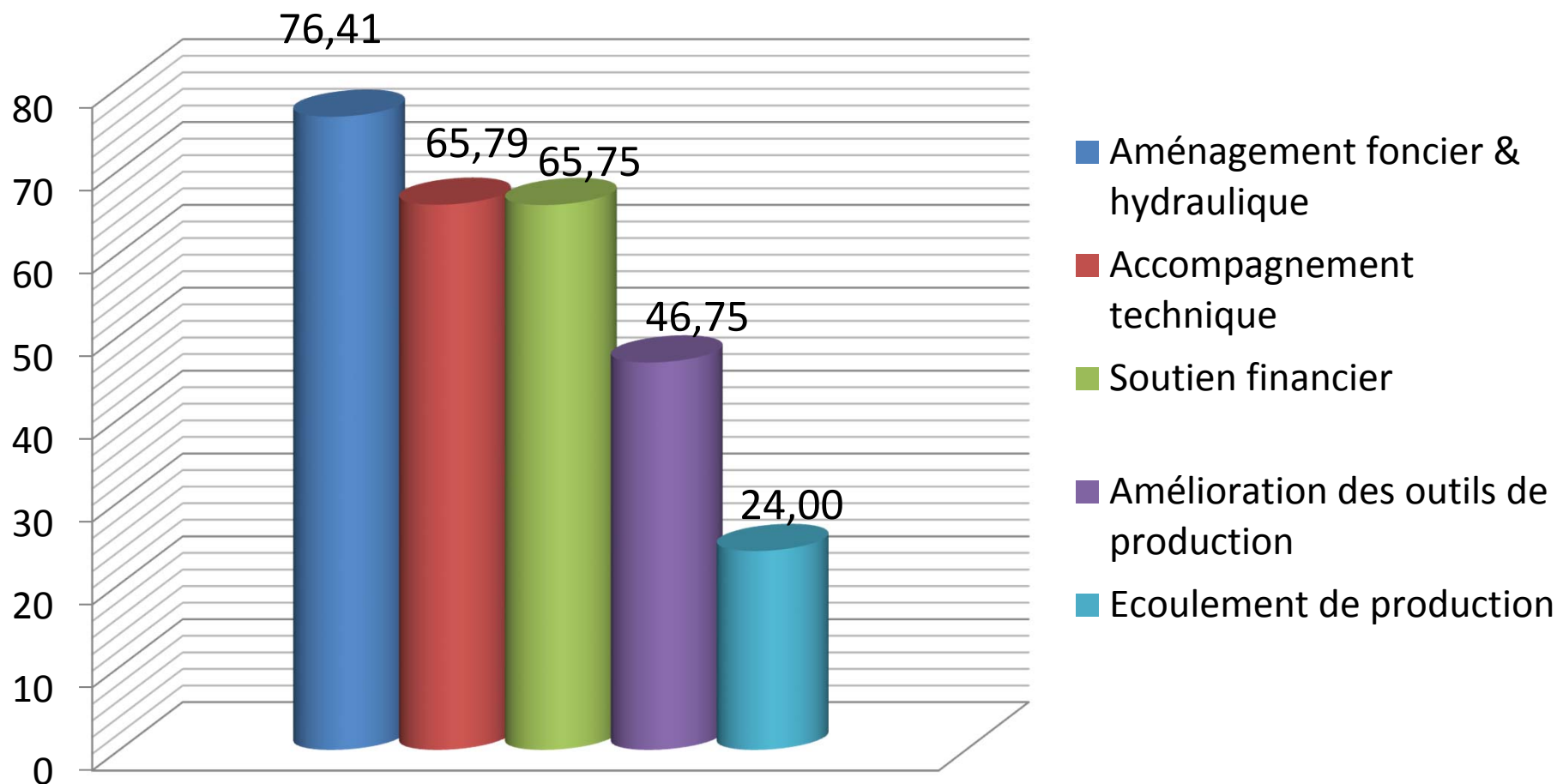
FEADER 2014/2020: Un outil pour le développement du monde agricole et rural réunionnais



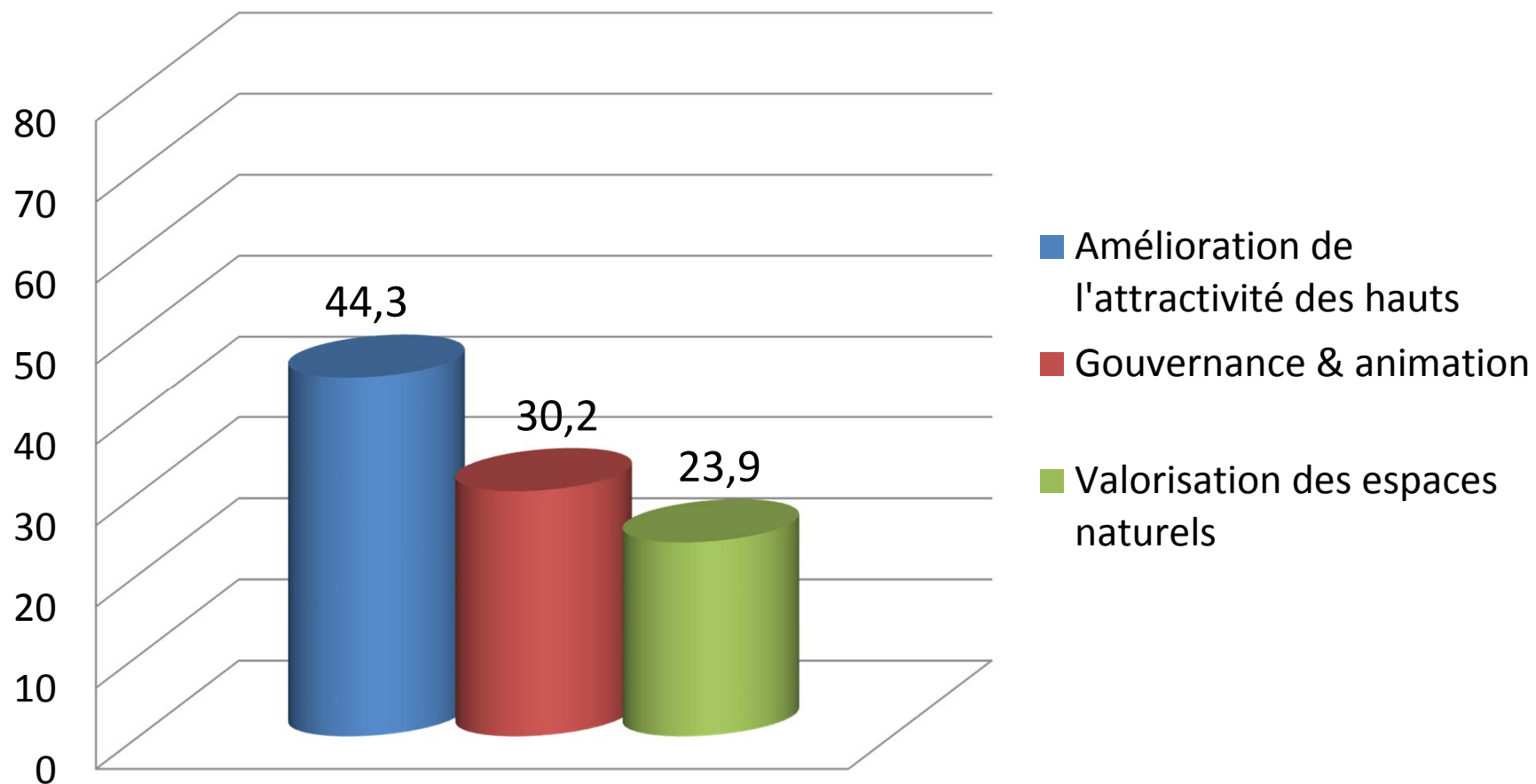
Les deux grandes priorités du PDRR



Agriculture: levier de développement



Accompagner le développement des hauts

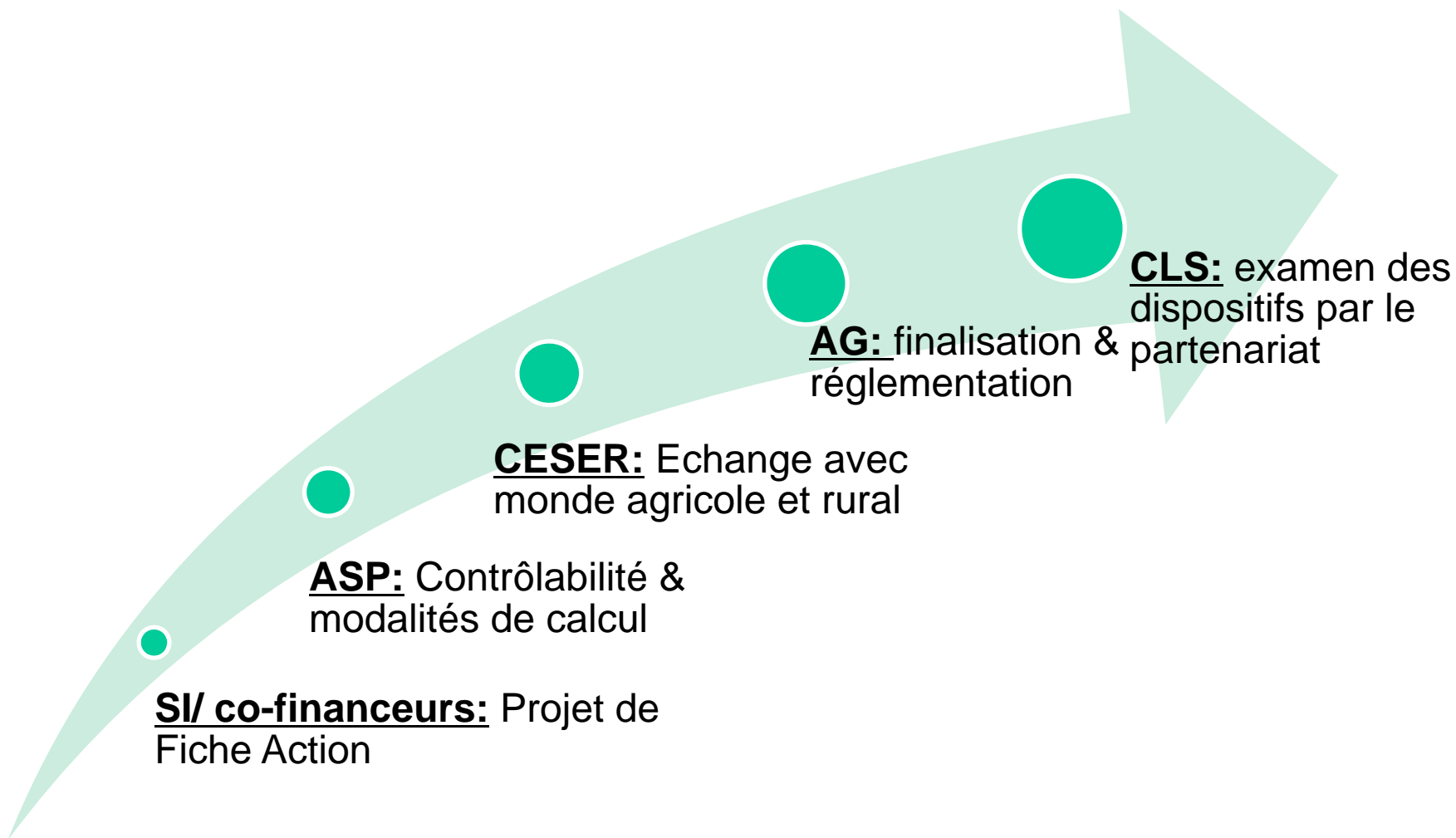


FEADER 2014/2020:

Les cadres d'intervention des dispositifs d'aide



Processus d'élaboration des cadres d'intervention



Etat d'avancement

	Nombre	%
Fiches action à réaliser pour le PDRR 2014-2020	65	100

Fiches présentées en CLS	21	32.31
Fiches stabilisées (en attente programmation en CLS)	11	16.92
En cours de finalisation Observations CESER/CLS à lever En cours de vérification des modalités de calcul de l'aide & contrôlabilité par l'ASP	11	16.92
Projets de fiches proposés	16	24.62
Fiches non initiées	6	9.23

FEADER 2014/2020:

La programmation des demandes d'aide



Appels à projets lancés

LEADER : 24 août 2015

16.7.1 : Animation territoriale : 03 août 2015

16.7.1 : Observatoire des hauts : 29 juin 2015

1.1.1 : Accroître les compétences des acteurs en milieu rural : 28 mai 2015

1.2.1 : Transfert de connaissances et actions d'information : 18 mai 2015

Etat d'avancement

Mesures	Nbre	Total UE programmé	%
Mesure 1	48	3 094 181	20.79
1.1.1 Accroître les compétences des acteurs en milieu rural	1	343 200.00	
1.2.1 Transfert de connaissances et actions d'information	47	5 344 594.00	
Mesure 6 (programmation annuelle)		1 055 148	6.00
6.1.1 Installation des jeunes agriculteurs		897 960,00	
6.1.2 Prêts bonifiés		157 188,00	
Mesure 16	10	3 056 142.73	7.00
16.2.1 Expérimentation agronomique	10	3 056 142,73	

FEADER 2014/2020: Le plan de communication 2015/2016



Axe n°1: INFORMER

Actions	Supports	Période
<u>Lancement du PDRR</u>	- CNS: validation des critères de sélection - Rencontre avec les acteurs du monde rural et agricole	07 Octobre 2015 22 septembre 2015
<u>Communication numérique</u>	Portail web Département	Avril – mai 2016 (prévision)
<u>Outils d'aide et d'informations</u>	Guide pratique des aides UE	2 ^{ème} semestre 2016

Axe n°2: MEDIATISER

Descriptif	Supports	Période
<u>Relation presse</u>	Conférences de presse	- 03 septembre 2015 (validation PDRR) - 21 mai 2015: lancement appel à projet TO1.2.1
<u>Partenariat médias</u>	Achats de 8 publi-reprotages	Entre novembre et décembre 2015

Axe n°3: ANIMER

Descriptif	Avancement	Période
<u>Action thématique d'informations et d'échange</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec les Services instructeurs - Rencontre avec les acteurs du monde agricole et rural 	<p>13 mai 2015</p> <p>A déterminer</p>
<u>Événementiels</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Foire agricole de Bras Panon - 2 CNS plurifonds en 2016 	<p>Mai 2016</p> <p>Avril 2016 – à déterminer</p>
<u>Interventions</u>	Echange/ débat dans divers collèges	Septembre 2016 (prévision)

FEADER 2014/2020: Réunion technique FEADER



Retour suite réunion technique

Programmation faible – absence de paiement

- Appréhension par rapport à la programmation précédente
- Accélération nécessaire même si premier Comité de programmation en novembre 2015
- Pour assurer la transition (2014/2015), la Réunion a privilégié la consommation des crédits de la programmation précédente

Mesure 16: coopération

- Faire apparaître le nombre d'agriculteurs impliqués pour faire apparaître l'implication sur le terrain et non uniquement de la recherche en laboratoire

Retour suite réunion technique (partie 2)

Dépenses sécurisées

- Taux d'erreur proche de 6% pour la France: nécessité de diminuer le taux d'erreur car la limite est de 2%
- Points sensibles: éligibilité du bénéficiaire, marchés publics, coût raisonnable
- Appui du ministère aux AG pour améliorer la piste d'audit

Elaboration des dispositifs

- Echange et partage avec acteurs du monde agricole et rural
- Attention à ne pas alourdir le processus d'élaboration des cadres d'intervention

Retour suite réunion technique (partie 3)

Suivi des appels à projets

- Reporting deux fois par an

Instrumentation OSIRIS

- Feuille de route 2016 validée par ARF/ MAAF/ ASP
- Efforts mutualisés afin de respecter les orientations